

Si nous ajoutons ce budget à celui de mai dernier, nous avons les augmentations d'impôt les plus lourdes au Canada depuis la Seconde Guerre mondiale. L'impôt sur le revenu des sociétés va baisser alors que l'impôt sur le revenu des particuliers va monter. Ce n'est pas juste. Ce budget n'est pas équitable. L'exonération fiscale pour gains en capital demeure en vigueur, mais les travailleurs et les travailleuses vont devoir absorber une surtaxe de 3 p. 100, plus une hausse de 1 p. 100 de la taxe de vente fédérale. C'est la troisième fois que le gouvernement relève la taxe de vente depuis son arrivée au pouvoir en 1984. Lorsque les libéraux ont quitté le pouvoir, la taxe de vente fédérale était de 9 p. 100. Elle atteint aujourd'hui 12 p. 100. C'est un budget injuste.

Par suite de ce budget et du budget précédent, le fardeau fiscal des particuliers, c'est-à-dire l'impôt sur le revenu, la taxe de vente et la taxe d'accise, va grimper de 61 p. 100. C'est là une hausse cinq fois plus forte que celle de l'impôt sur le revenu des sociétés. La proportion des recettes fiscales provenant de l'impôt sur le revenu des particuliers va faire un bond incroyable de 164 p. 100, alors que celle provenant de l'impôt sur le revenu des sociétés va diminuer en fait de 22 p. 100. Cela ne prouve-t-il pas, monsieur le Président, que ce budget est injuste?

J'aimerais montrer à la Chambre l'incidence que ce budget va avoir sur certains de mes commettants, car je ne veux pas que mes observations soient purement théoriques.

• (1640)

A Cochrane, en Ontario, il y a une mère de deux enfants qui gagne \$20,000 par année. Financièrement, elle ne trouve pas que ce soit l'aisance. Le budget de mai dernier lui a enlevé \$350. Elle ne pouvait pas se permettre de perdre cette somme, mais elle n'a pas eu le choix, l'argent est retenu à la source. Cette année, le ministre des Finances revient prendre \$70 de plus à cette femme. C'est donc un total de \$420 en moins de deux ans. Est-ce juste?

A Kapuskasing, en Ontario, il y a un travailleur d'usine spécialisé qui a quatre enfants. Sa femme n'a pas de travail rémunéré à l'extérieur. Il gagne \$40,000 par an, ce qui représente un salaire net d'environ \$2,000 par mois. En établissant un budget serré—par exemple, il va travailler à pied plutôt que de prendre sa voiture—cette famille réussit à avoir un revenu disponible de \$175 à \$180 à la fin du mois dont elle peut faire ce qu'elle veut, à condition qu'il n'y ait pas d'urgence comme une visite chez le dentiste ou une panne de réfrigérateur. En mai dernier, le ministre des Finances a enlevé \$566 à cet homme. Voilà une somme dont sa famille ne dispose plus. Cette année, il prend \$177 de plus, ce qui représente une ponction totale de \$743, c'est-à-dire quatre mois de revenus disponibles. Ce n'est pas juste. Dommage qu'il ne gagne pas \$50,000, car, en profitant des augmentations des limites des REER et des exemptions sur les gains en capital, il aurait pu ne payer que \$575 de plus. Ce n'est pas juste.

Je connais dans cette même usine un ouvrier non spécialisé qui est marié et a deux enfants. Son salaire est de \$28,000 par année. Quand il a réglé toutes ses factures, il lui reste \$95 par mois. En mai dernier, le gouvernement lui a enlevé \$505 durement gagnés. Cette année, il revient à la charge pour le priver encore de \$125, soit \$630 au total, ce qui équivaut à son revenu disponible de six mois et plus.

Le budget—M. Penner

A Geraldton, en Ontario, un vieux monsieur qui vit seul touche annuellement \$18,500. En mai dernier, le gouvernement lui a enlevé \$243. Moins d'un an plus tard, en février, il lui prend encore \$57, soit \$300 en tout. Cet homme m'a écrit que c'était injuste.

A Marathon, en Ontario, un vieux couple vit dans une résidence pour personnes âgées. Leur revenu commun s'élève à \$17,366. En mai dernier, le ministre des Finances les a privés de \$352. Il est revenu en plein hiver pour leur soustraire de nouveau \$36. C'est injuste.

Le budget est également injuste du fait qu'il sabre brutalement dans l'enveloppe du développement régional. Ces coupes se répercutent sur les régions où vivent les gens dont je viens de parler. Les régions ont compté sur les programmes de développement régional du gouvernement fédéral; or cette enveloppe a été massacrée. Le ministre des Finances s'est vanté du Programme Entreprise Atlantique, mais je laisse à mes collègues de la région atlantique le soin d'en juger. Je suppose que ce programme est plutôt ronflant et prétentieux, mais j'attendrai qu'on se prononce à son sujet. Voulons-nous vraiment d'un pays où l'avenir paraisse systématiquement sombre à certaines régions de notre pays? Ne sommes-nous pas en faveur au fond, indépendamment de notre allégeance politique, de l'expansion économique régionale? Nous sommes issus de toutes les régions du pays. Allons-nous tolérer cet état de choses? Ce ne serait pas juste. L'une des raisons qui m'ont incité à me faire élire à la Chambre des communes est que, dans les années soixante, alors que j'habitais dans le nord de l'Ontario, j'ai constaté qu'il fallait favoriser l'expansion économique régionale et on nous avait promis la mise en œuvre de nouveaux programmes. Quand j'ai été élu, ces programmes n'ont pas été faciles à obtenir. Nous avons dû nous battre, mais nous avons fini par avoir gain de cause. Est-il équitable de chercher à combler le déficit au détriment de programmes comme le Programme de développement économique des autochtones dont le but était d'aider les gens à quitter le rang des assistés sociaux et à se lancer dans des activités commerciales pour créer des emplois? L'an dernier, 90 millions de dollars, crédités à ce programme et approuvés par le Parlement, n'ont pas été dépensés. Cette année, ces crédits seront tronqués de 47 p. 100 et pourtant il s'agit d'un programme visant à aider les autochtones à réaliser leur autonomie. Est-ce juste?

Enfin, le budget n'est pas que prétentieux et injuste; il est également inefficace car il néglige de favoriser la croissance économique. L'an dernier, à l'émission *Question Period* diffusée sur le réseau CTV, le ministre des Finances a fait une déclaration à laquelle j'ai souscrit. Il a déclaré ceci: «L'augmentation générale de l'impôt a tendance à déprimer l'économie; or je ne veux pas que cela nous arrive». Je me suis réjoui de l'entendre parler ainsi et j'ai dit à mon tour «Bravo, monsieur Wilson!» Il avait raison il y a un an, mais il avait tout à fait tort en mai dernier lorsqu'il s'en est pris aux contribuables, ainsi que dans ce budget.

Bien des analystes ont fait remarquer qu'une augmentation d'impôt entraîne une baisse de la consommation et un ralentissement de la croissance économique. Dans son discours, le ministre l'a reconnu. Le taux va passer de 4.5 p. 100 en 1985, à 3.7 p. 100 en 1986, pour tomber ensuite à 3 p. 100 en 1987. Il est difficile de nier que la relance économique qui s'amorce est fragile. Ce n'est pas le moment de décourager la consom-